



# Le monde d'après

Résultats du questionnaire  
prospectif

# Contextualisation

- En raison de la **crise sanitaire**, la Fonda a reporté l'Université Faire Ensemble 2030. Toutefois, afin de continuer à animer la réflexion sur le fait associatif et tout particulièrement à l'aune de cette période extraordinaire, la Fonda a élaboré un **questionnaire prospectif** "Le monde d'après : quels enjeux la Fonda doit-elle éclairer en priorité ?" à destination de la communauté de la Fonda. Il a été ouvert en ligne du 24 avril au 10 mai. 244 personnes ont répondu.
- **La Fonda a identifié 8 thèmes sur lesquels les associations agissent :**
  - Santé
  - Politique, action collective et citoyenneté
  - Territoires
  - Numérique
  - Education
  - Individu et société
  - Economie
  - Environnement
- Pour chaque sujet, il a été demandé aux répondants de **choisir parmi les affirmations** :
  - Trois facteurs de risque et de tension
  - Trois leviers de résilience et d'innovation
- Pour analyser les principales tendances, nous avons mis en exergue les **deux ou trois affirmations** recueillant le plus de voix.

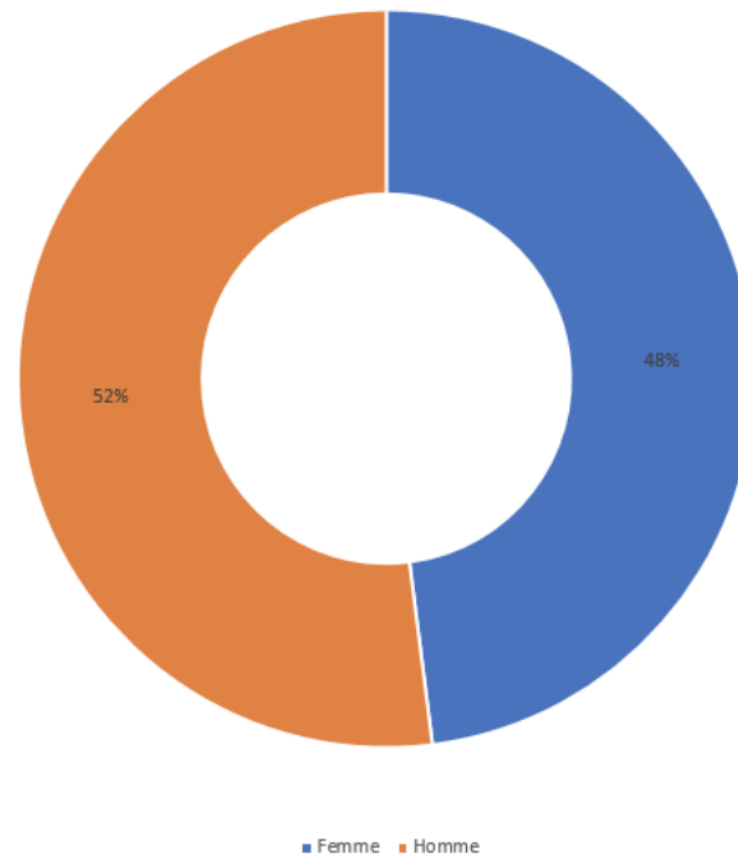
## ***Partie 1 : Données clefs sur les répondants***

***Identification des principales données portant sur le genre, la répartition géographique et les structures***

## *Une parité quasi parfaite*

Parmi les répondants, on observe que presque autant d'hommes que de femmes ont participé au questionnaire.

Répartition des répondants par sexe (en %)

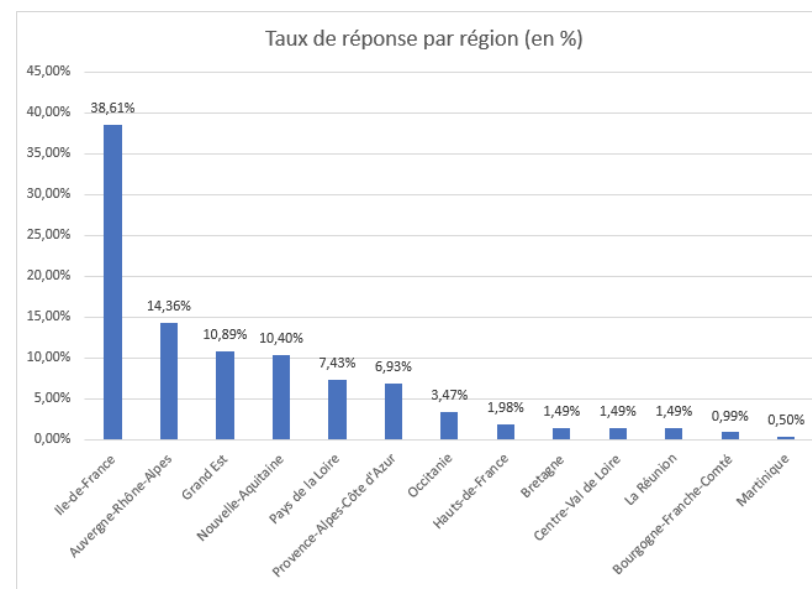
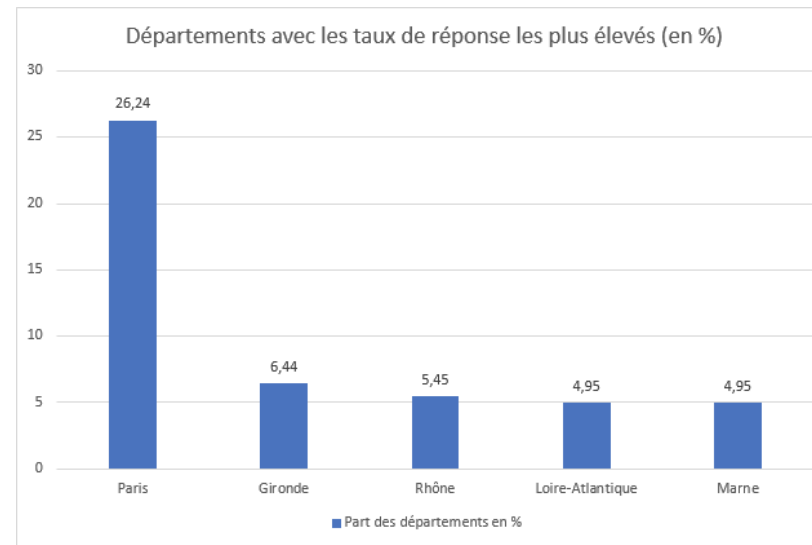


## Répartition géographique

A l'échelle des départements, on note une prédominance de Paris (26%) et quelques départements se distinguent par leur participation : la Gironde, le Rhône, la Loire-Atlantique et la Marne.

Au niveau régional, la région Ile-de-France arrive toujours en tête (38%). Toutefois, on peut souligner un taux de participation supérieur à 10% dans 3 régions : l'Auvergne-Rhône-Alpes, le Grand Est et la Nouvelle-Aquitaine.

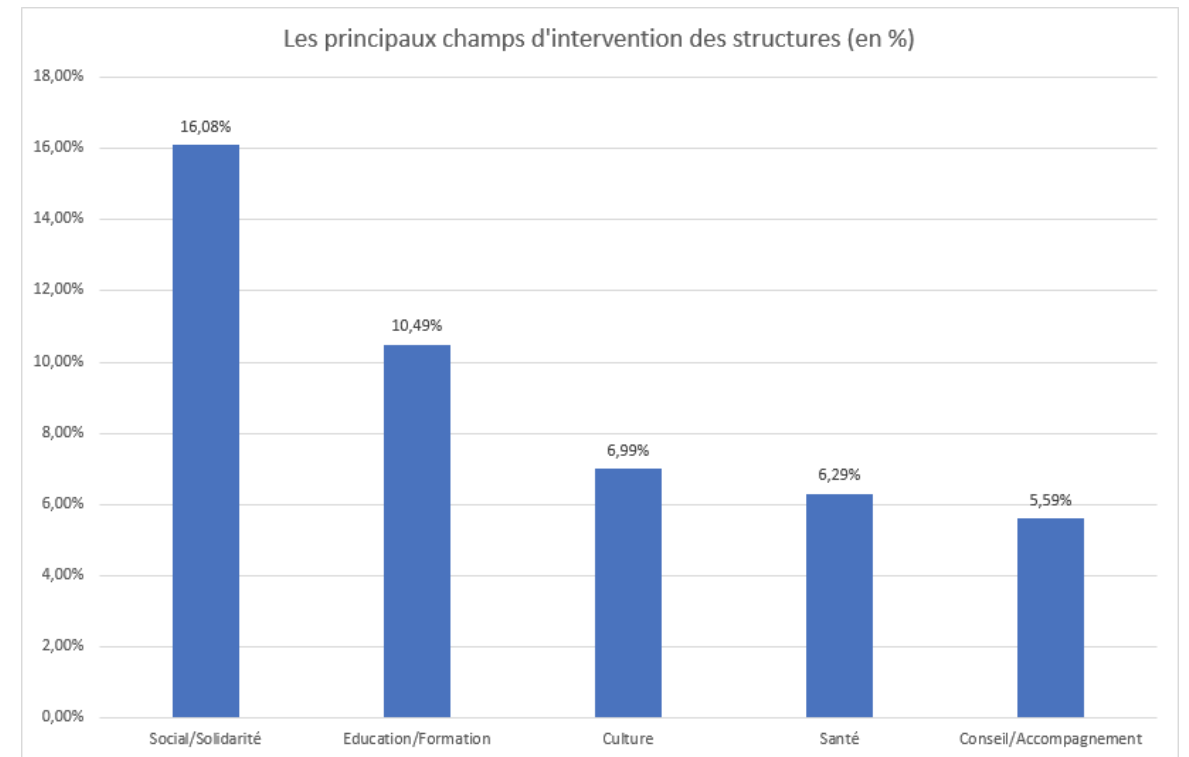
Ces résultats illustrent que la Fonda a de plus en plus un impact en province.



## Une forte participation des associations

Les structures ayant participé au questionnaire prospectif sont en grande majorité des associations (56%).

Parmi les principaux champs d'intervention des organisations répondantes, on note que le secteur "social et solidarité" arrive en tête (16%), suivi de près par "l'éducation et la formation" (10%), la culture (7%), la santé (6%) et le conseil (5%).



## ***Partie 2 : Approche thématique***

***Identification des principaux facteurs de risque et de tension et des principaux leviers de résilience et d'innovation pour chaque thématique***

# Tendances les plus importantes (>60%)

Parmi les facteurs de risque et de tension les plus importants :

- Augmentation de la pauvreté et des inégalités suite à la récession économique mondiale (84%)
- Renforcement des inégalités scolaires qu'entraînent les inégalités sociales et territoriales (84%)
- Disparition des services publics et des infrastructures de base (80%)
- Accroissement de la fracture territoriale (75%)
- Augmentation des réfugiés climatiques (66%)
- Réduction massive de la biodiversité (64%)
- Concentration de l'investissement sur les activités productives, notamment celles très polluantes aux dépens du champ social (61%)

Parmi les leviers de résilience et d'innovation :

- Valorisation des circuits courts (66%)
- Développement des solidarités locales (65%)
- Réaffirmation du caractère non-marchand de certains biens et services (éducation, santé...) (64%)
- Sanctuarisation de la santé (62%)
- Relocalisation industrielle et relocalisation des activités (62%)

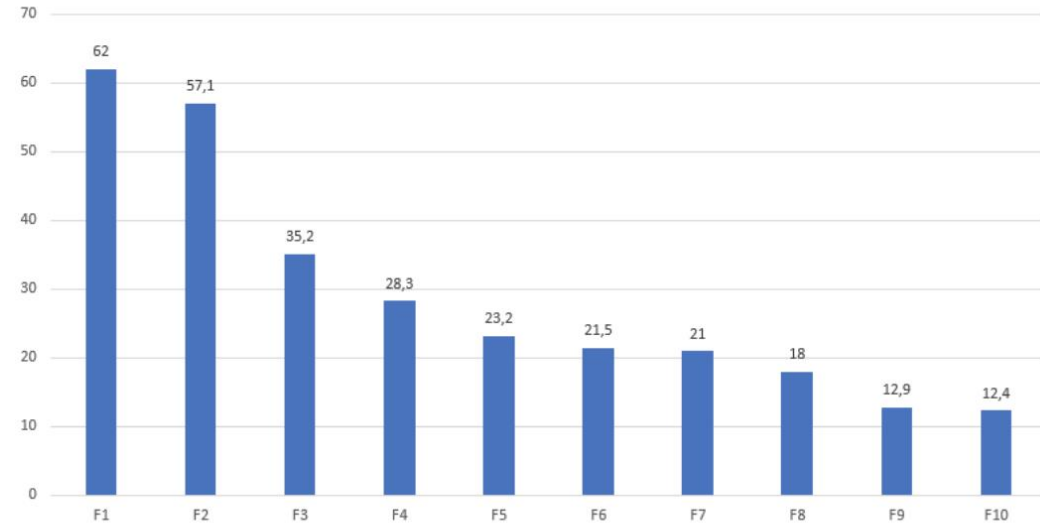


## Principales tendances - santé

Les principaux facteurs de risque et de tension mettent en lumière un risque de sous-investissement dans le secteur de la santé, pouvant mettre en péril les établissements de santé et la qualité des soins.

Plus généralement, la crainte est que les pouvoirs publics investissent massivement dans la relance des activités économiques au détriment d'autres (comme la santé ou le social).

Santé : les facteurs de risque et de tension (en %)



Facteurs de risque et de tension	
F1	Concentration de l'investissement sur les activités productives au détriment du champ social
F2	Non-soutenabilité du modèle économique et sanitaire des hôpitaux
F3	Non-soutenabilité du modèle économique et sanitaire des établissements médico-sociaux
F4	Accroissement des maladies mentales liées à la « fatigue d'être soi » et à l'isolement
F5	Instauration de nouvelles formes de contrôle justifiées par des impératifs sanitaires
F6	Récurrence des épidémies
F7	Prise en compte des associations médico-sociales en tant que prestataires de services
F8	Difficultés à évaluer les dommages et à établir les liens de causalité
F9	Difficultés à faire valoir ses droits
F10	Difficultés à protéger les personnels médicaux et intervenants sociaux

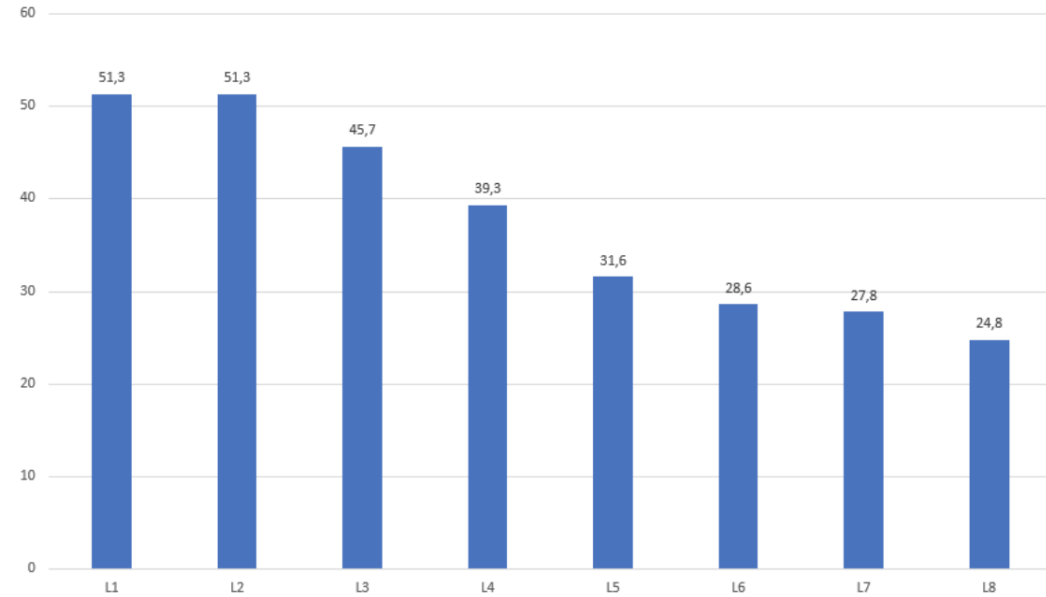
## Principales tendances - santé

Il semble nécessaire que les pouvoirs publics changent de paradigme au sujet de la santé pour ne plus la considérer comme une dépense, mais bien comme un investissement social. La santé devrait rester en dehors des logiques de marché.

Cela est essentiel pour favoriser l'accès à tous aux soins et ainsi bâtir une société plus inclusive qui ne laisse personne de côté.

*(Pour ce faire, cela impliquerait de réinvestir massivement dans l'hôpital public, de revenir sur certaines mesures comme la tarification à l'acte...)*

Santé : les leviers de résilience et d'innovation (en %)



Leviers de résilience et d'innovation	
L1	Sanctuarisation de la santé comme un bien commun devant échapper aux logiques de marché
L2	Souci de bâtir une société inclusive, ne laissant personne de côté, pour garantir un égal accès aux soins pour toutes et tous
L3	Analyse des dépenses dans le système de santé comme un investissement social plutôt que comme un coût
L4	Politique du care, fondée sur la prise en compte des fragilités individuelles et collectives
L5	Reconsidération de la hiérarchie des métiers et reconnaissance de tous les métiers liés au soin
L6	Prise en compte des chaînes de valeur écosystémiques
L7	Développement des approches de « promotion de la santé », tenant compte de l'ensemble des facteurs, sociaux et environnementaux, ayant une incidence sur la santé des personnes
L8	Soutien à la recherche et à la coopération scientifique

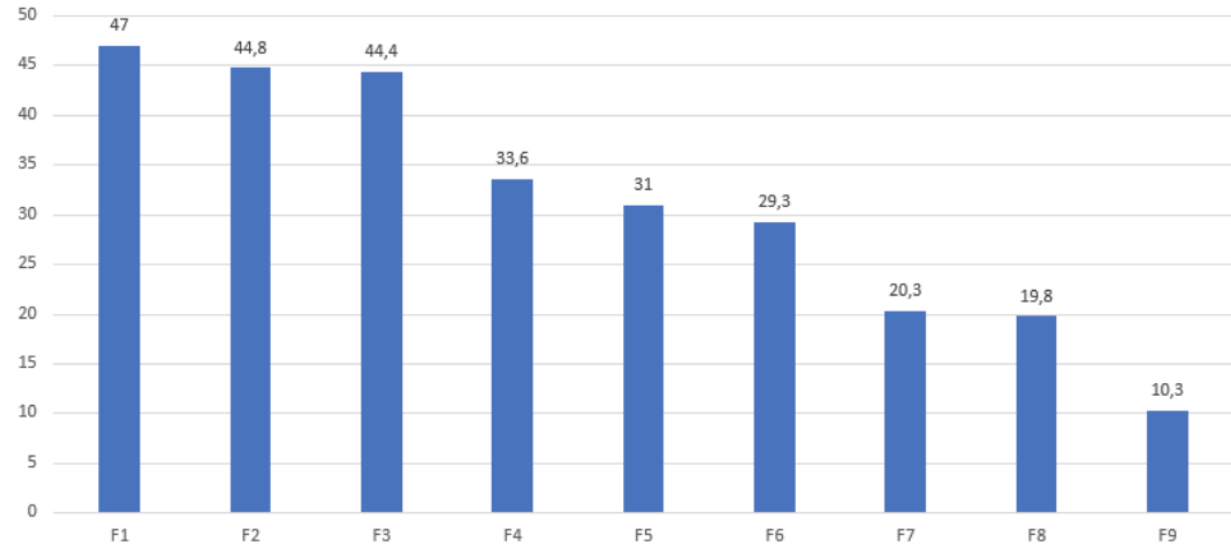
Résultats du questionnaire prospectif -  
Partie 2 : Approche thématique

## Principales tendances – politique, action collective et citoyenneté

Le désengagement de l'Etat-Providence semble être la principale source de risque. En effet, cela se traduit d'ores et déjà par un démantèlement de l'Etat et des services publics, ainsi qu'une diminution des financements pour les acteurs non lucratifs. On peut noter une inquiétude des associations quant à la conduite de certaines politiques publiques.

Cela aurait pour conséquence une augmentation des inégalités et de la pauvreté.

Politique : les facteurs de risque et de tension (en %)



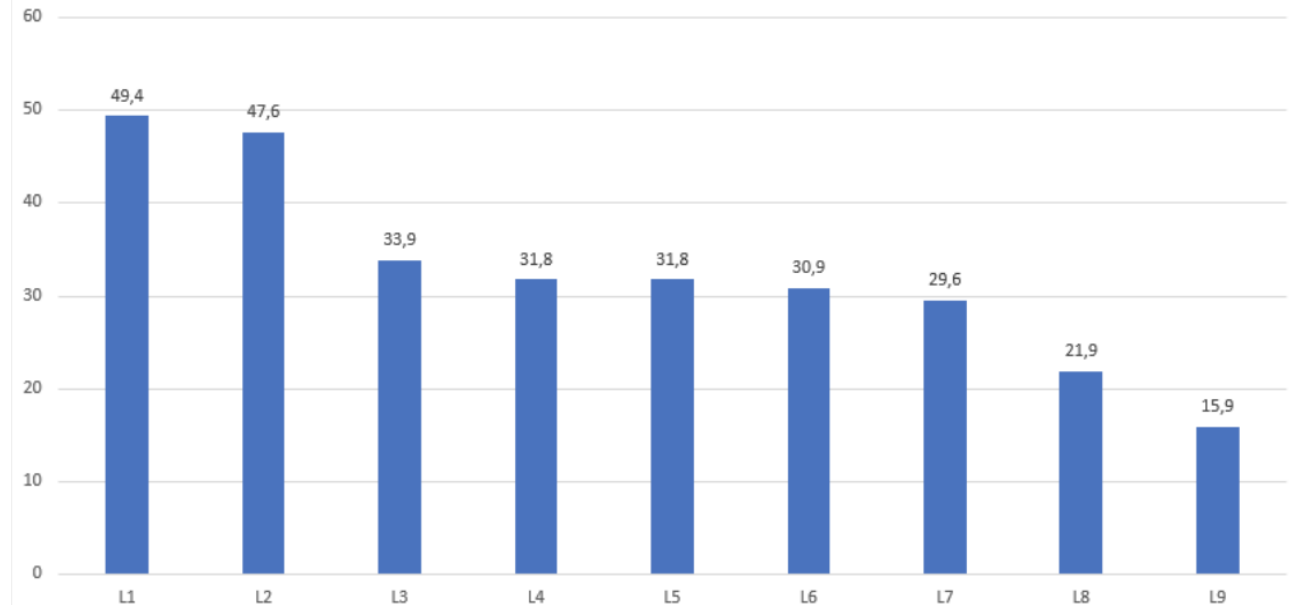
	Facteurs de risque et de tension
F1	Nouvelles coupes dans le financement public des associations
F2	Accélération du démantèlement de l'État et des services publics
F3	Compétitions territoriales et mises en concurrence des acteurs non lucratifs
F4	Installation durable de régimes populistes et autoritaires
F5	Crise de la dette publique provoquée par les plans de soutien à l'économie.
F6	Apparition de formes autoritaires du pouvoir fondées sur des impératifs écologiques et sanitaires
F7	Emergence sur les réseaux sociaux de groupes d'intérêts défensifs
F8	Multiplication des mouvements de mise en accusation et des contentieux de masse
F9	Montée de l'intégrisme religieux

## Principales tendances – politique, action collective et citoyenneté

La démocratie contributive, qui associe à la prise de décision politiques, scientifiques, juristes et citoyens, apparaît être le principal levier de résilience.

Cela implique de modifier les processus de prise de décision (exemple de la fabrication de la loi) et de changer également les mentalités.

Politique : les leviers de résilience et d'innovation (en %)



### Leviers de résilience et d'innovation

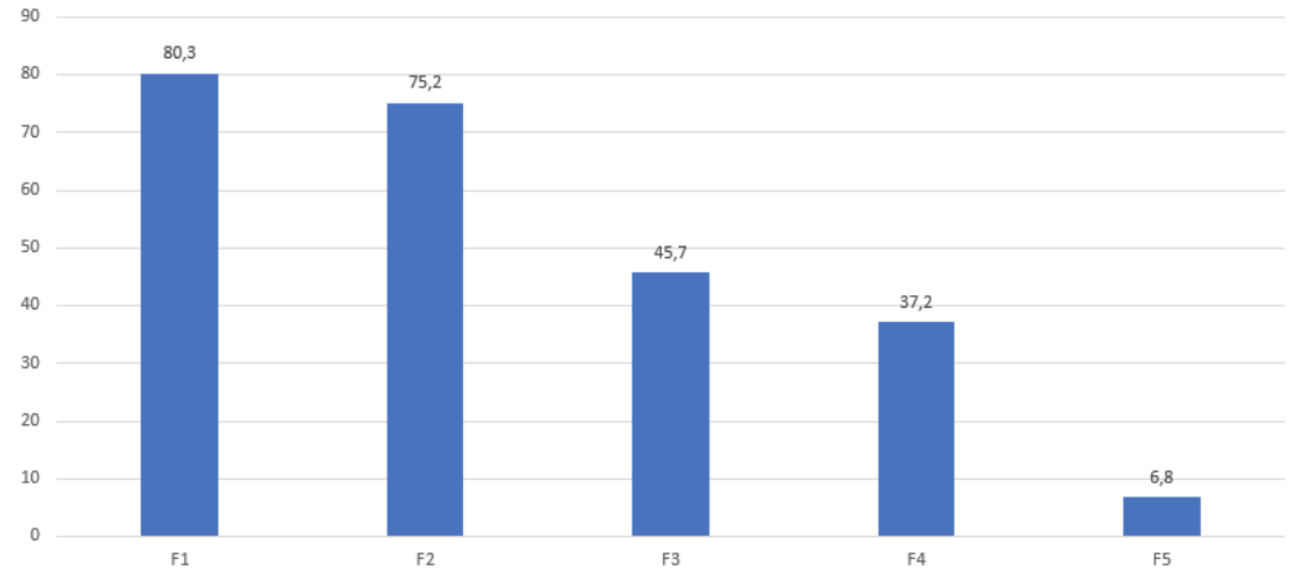
L1	Emergence d'une nouvelle forme de dialogue démocratique à grande échelle associant politiques, scientifiques, juristes et citoyens
L2	Renaissance démocratique reposant sur la diversité des instances participatives, associant les citoyens à des politiques de transition
L3	Prise en compte des consultations citoyennes dans les choix d'investissement et les politiques de redistribution
L4	Renouveau de la démocratie par la prise en compte de l'urgence écologique
L5	Application effective des directives européennes intégrant les clauses sociales et environnementales dans les marchés publics
L6	Emergence de coalitions stratégiques d'impact collectif s'appuyant sur des référentiels ouverts de type Objectifs de Développement Durable
L7	Evolution du rôle de l'État pour mieux soutenir et réguler les communautés d'action.
L8	Prise en compte de l'intérêt légitime de l'environnement et multiplication d'actions en réparation de préjudices écologiques
L9	Mise en application de la loi Sas sur les nouveaux indicateurs de richesse (2015), et des études d'impacts des lois votées par le Parlement

## Principales tendances – territoires

Le principal facteur de risque semble être l'augmentation des fractures (territoriale, sociale, économique...). Cela a été souligné massivement par les répondants.

Cela peut s'expliquer par la remise en cause de l'Etat-Providence, se traduisant par une diminution des financements publics et donc entraînant une disparition des services publics de proximité, tout particulièrement dans les territoires ruraux.

Territoires : les facteurs de risque et de tension (en %)



	Facteurs de risque et de tension
F1	Disparition des services publics et aux infrastructures de base permettant de répondre aux besoins essentiels
F2	Accroissement de la fracture territoriale
F3	Désertification des territoires ruraux
F4	Artificialisation des sols
F5	Effondrement du marché de l'immobilier

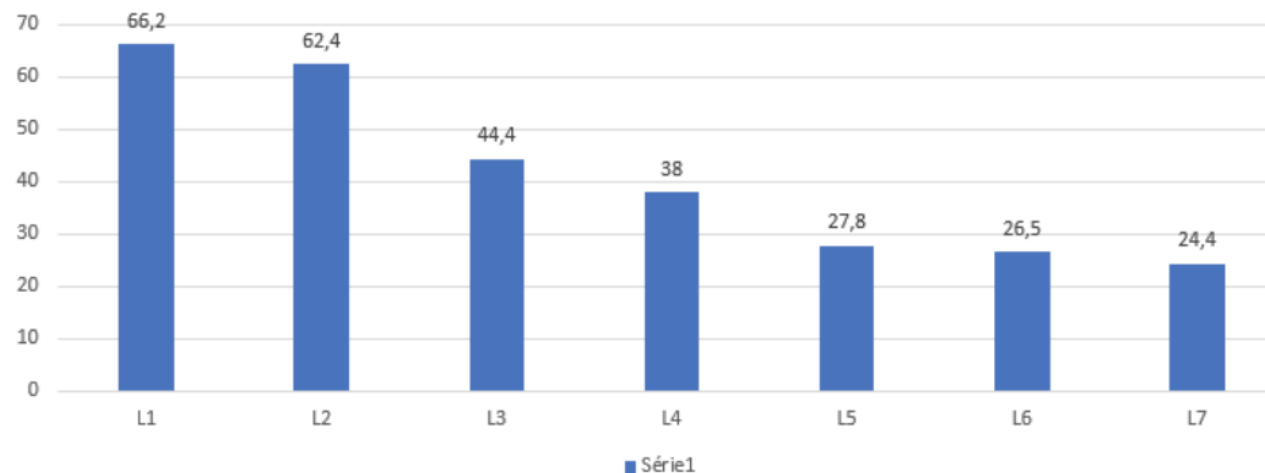
## Principales tendances – territoires

La reterritorialisation apparaît être un levier de résilience massivement mis en exergue par les répondants.

Cela peut passer par la valorisation des circuits courts (exemple des AMAP) mais aussi la relocalisation de certaines activités.

Des nouvelles formes d'organisation du travail sont à envisager avec notamment une généralisation du télétravail permettant d'être plus "nomades", d'éviter les déplacements pendulaires et de revitaliser des espaces péri-urbains voire ruraux.

Territoires : les leviers de résilience et d'innovation (en %)



Leviers de résilience et d'innovation	
L1	Valorisation des circuits courts
L2	Relocalisation industrielle et relocalisation des activités
L3	Impact du télétravail et des nouvelles formes d'organisation du travail
L4	Redynamisation des territoires ruraux et des villes moyennes avec l'arrivée de nouveaux résidents
L5	Généralisation de plan alimentaires territoriaux
L6	Aides aux entreprises conditionnées à la réduction de leur GES
L7	Fin des subventions et exonérations fiscales des modes de transport non durables

Résultats du questionnaire prospectif -  
Partie 2 : Approche thématique

## Principales tendances – numérique

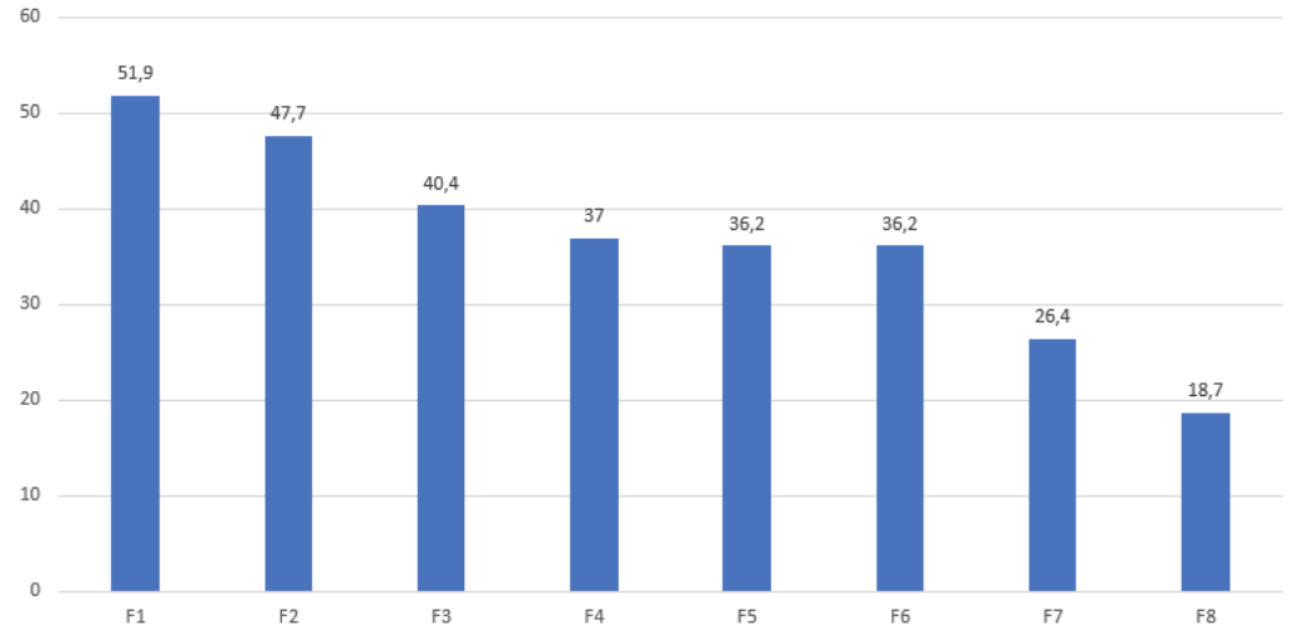
Plusieurs risques liés au numérique ont été identifiés.

Il s'avère que le numérique pourrait être facteur d'exclusion d'une partie de la population, notamment avec la persistance de zones blanches ou bien encore avec un taux important de personnes en situation d'illectronisme.

Le numérique pourrait également renforcer la logique de société de surveillance par les Etats mettant en danger le respect de la vie privée et les libertés.

Cette tendance pourrait être facilitée par les GAFAM qui détiennent de nombreux réseaux sociaux.

Numérique : les facteurs de risque et de tension (en %)



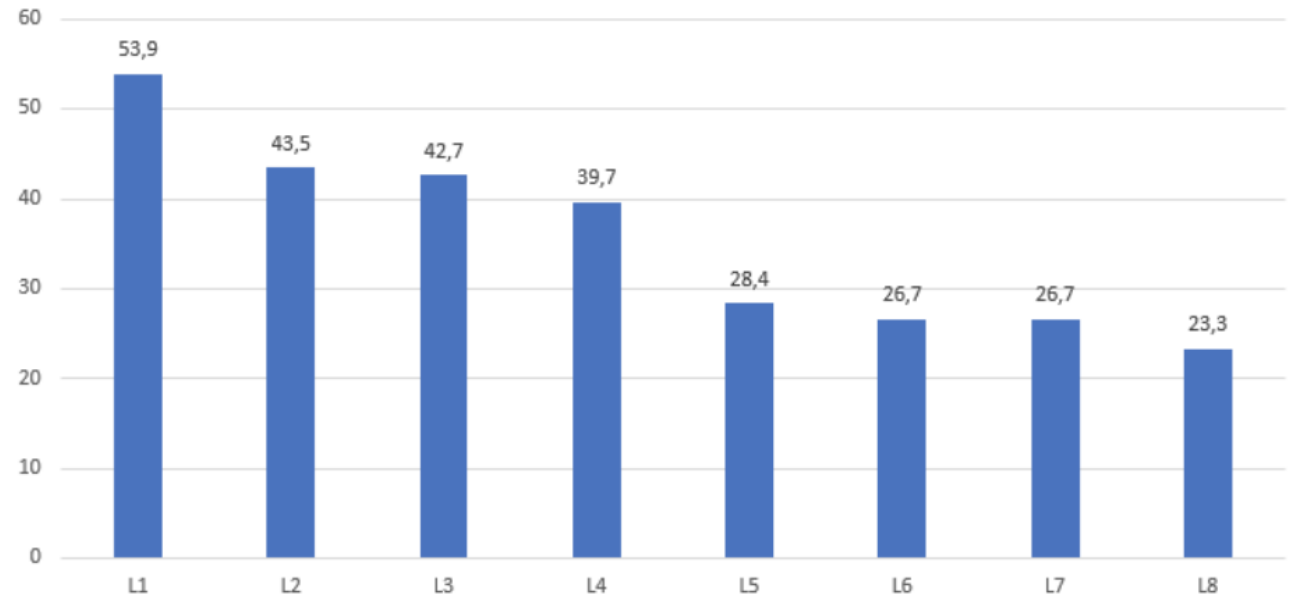
F1	Fracture numérique (zones blanches, équipement, maîtrise des outils)
F2	Renforcement d'une logique de société de surveillance au détriment des libertés et du respect de la vie privée
F3	Montée en puissance des GAFAM par rapport aux Etats
F4	Marchandisation des données
F5	Prolifération des informations rendant difficile le contrôle de leur véracité
F6	Dépendance universelle au numérique (vulnérabilité des réseaux et durcissement de la cybersécurité)
F7	Durcissement des communautés affinitaires et création de "bulles numériques" imperméables à la diversité des points de vue
F8	Addiction au numérique

## Principales tendances – numérique

Un numérique alternatif, indépendant, respectueux de la vie privée pourrait être l'un des leviers de résilience.

Le développement de la médiation numérique pour faciliter l'inclusion numérique de tous est l'autre principal axe de résilience.

Numérique : les leviers de résilience et d'innovation (en %)

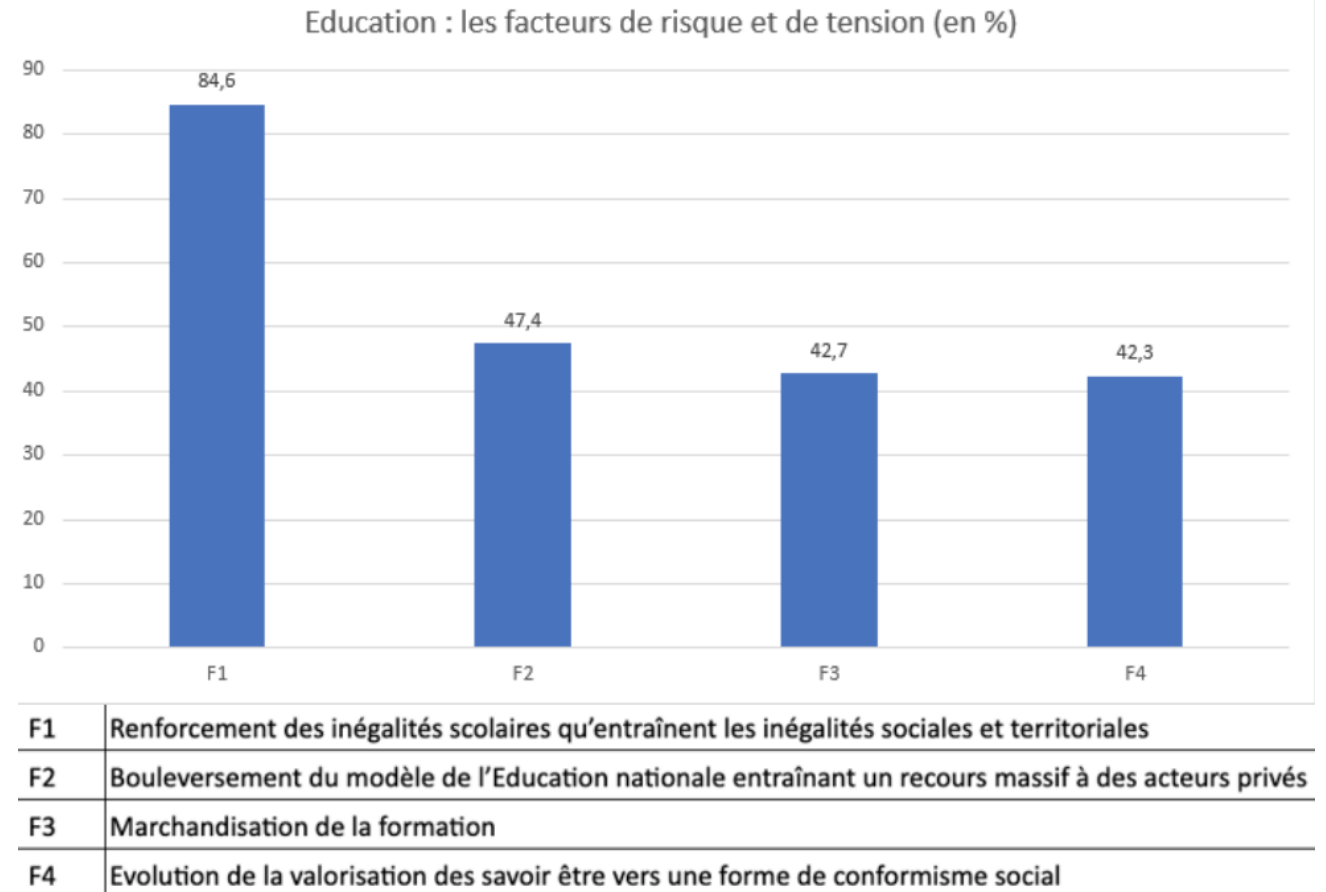


L1	Montée en puissance des outils numériques libres garants du respect de la vie privée
L2	Développement de nouveaux services innovants répondant aux besoins des personnes
L3	Montée en compétence des acteurs de la médiation numérique et de l'accompagnement
L4	Développement des communs de l'information et de la connaissance
L5	Multiplication des lieux d'expression et de formation au numérique (fact checking)
L6	Accroissement de l'agilité et résilience des organisations
L7	Renforcement des réseaux d'innovation et de recherche
L8	Développement de la démocratie 2.0



## Principales tendances – éducation

Les inégalités socio-économiques et territoriales risquent de renforcer les inégalités scolaires. C'est un facteur de risque souligné de façon massive par les répondants (84%).

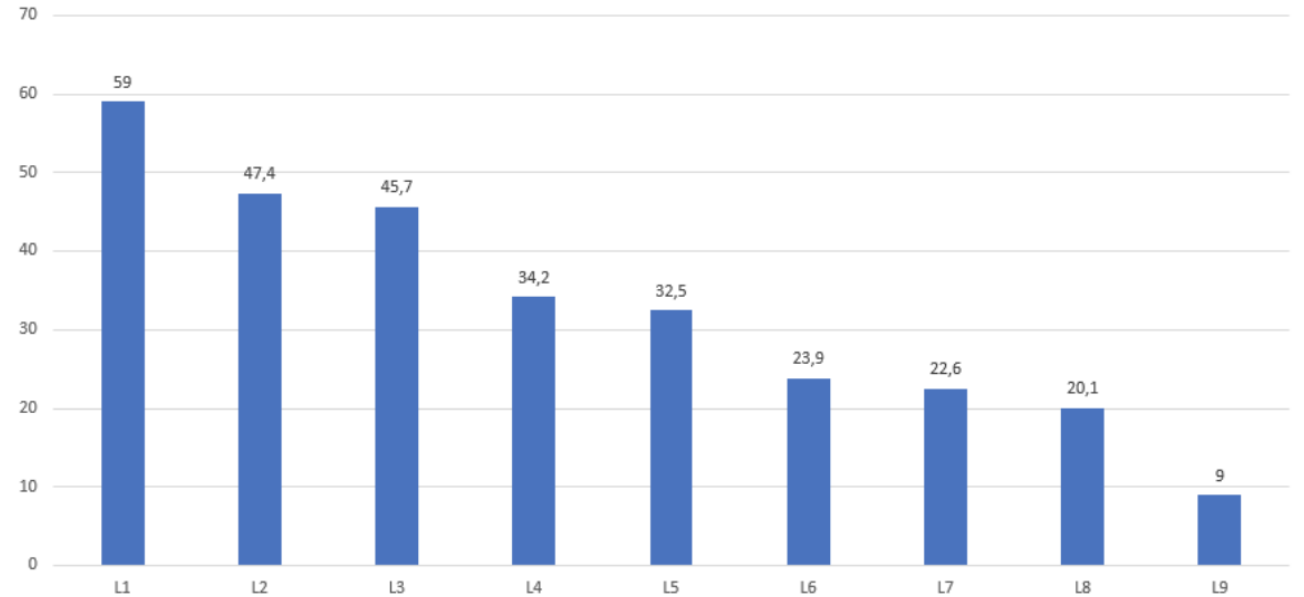


## Principales tendances – éducation

Il apparaît nécessaire de mettre au cœur de l'éducation la notion de coopération, ainsi que de créer un suivi individualisé et renforcé des élèves en difficulté ou décrocheurs.

Dans une approche globale de l'éducation, l'éducation à la citoyenneté devrait également reconnaître le rôle de l'éducation populaire.

Education : les leviers de résilience et d'innovation (en %)



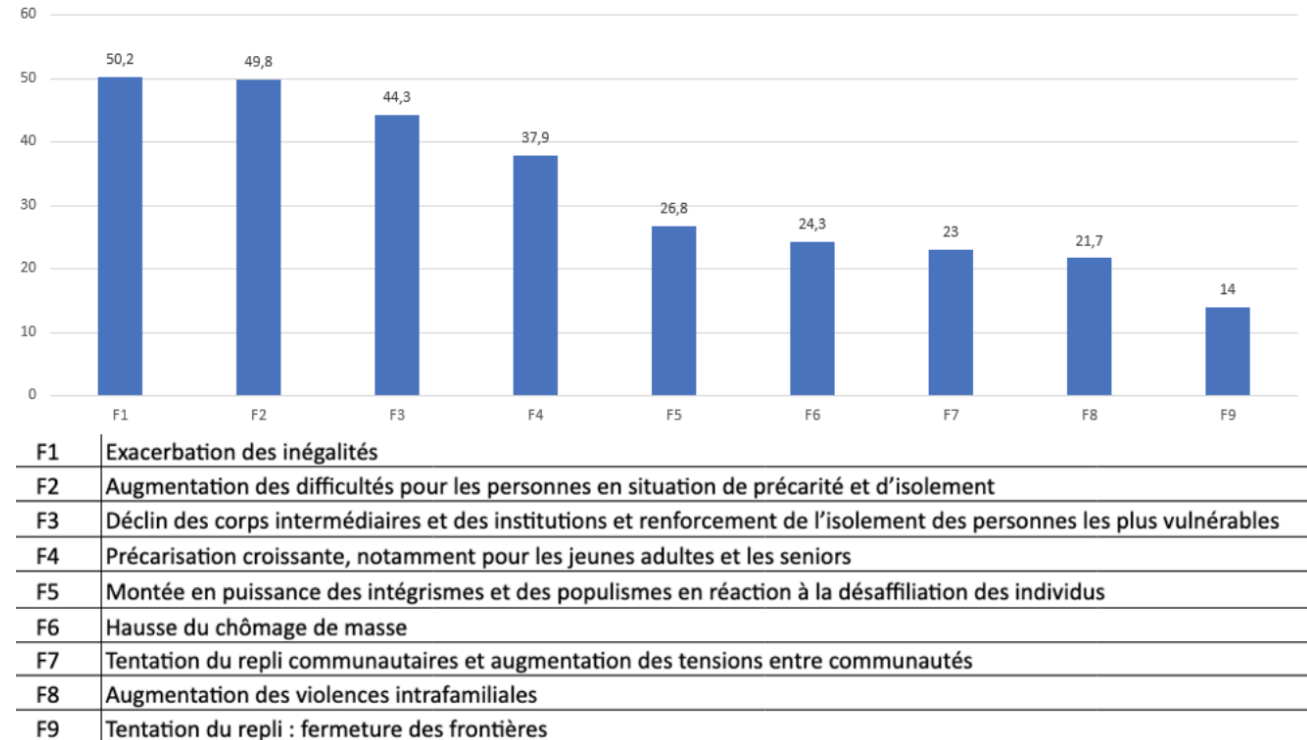
L1	Substitution de la notion de coopération à la notion de compétition
L2	Reconnaissance du rôle de l'éducation populaire dans l'éducation à la citoyenneté
L3	Suivi individualisé et renforcé des élèves en difficulté ou décrocheurs
L4	Reconnaissance du rôle de l'éducation populaire dans le développement de pédagogies alternatives
L5	Renforcement de la complémentarité entre les acteurs au service de la réussite éducative
L6	Intégration et reconnaissance de l'engagement dans un parcours civique reconnu par l'Education nationale
L7	Accès à Internet et à l'équipement en passe de devenir un droit opposable en milieu scolaire
L8	Intégration et reconnaissance de la participation à des communautés apprenantes dans un parcours éducatif reconnu par l'Education nationale
L9	Allègement et adaptation des programmes au nouveau contexte

## Principales tendances – individu et société

La hausse des inégalités, ayant pour conséquence une précarisation et un isolement accrus des personnes les plus fragiles, est un risque.

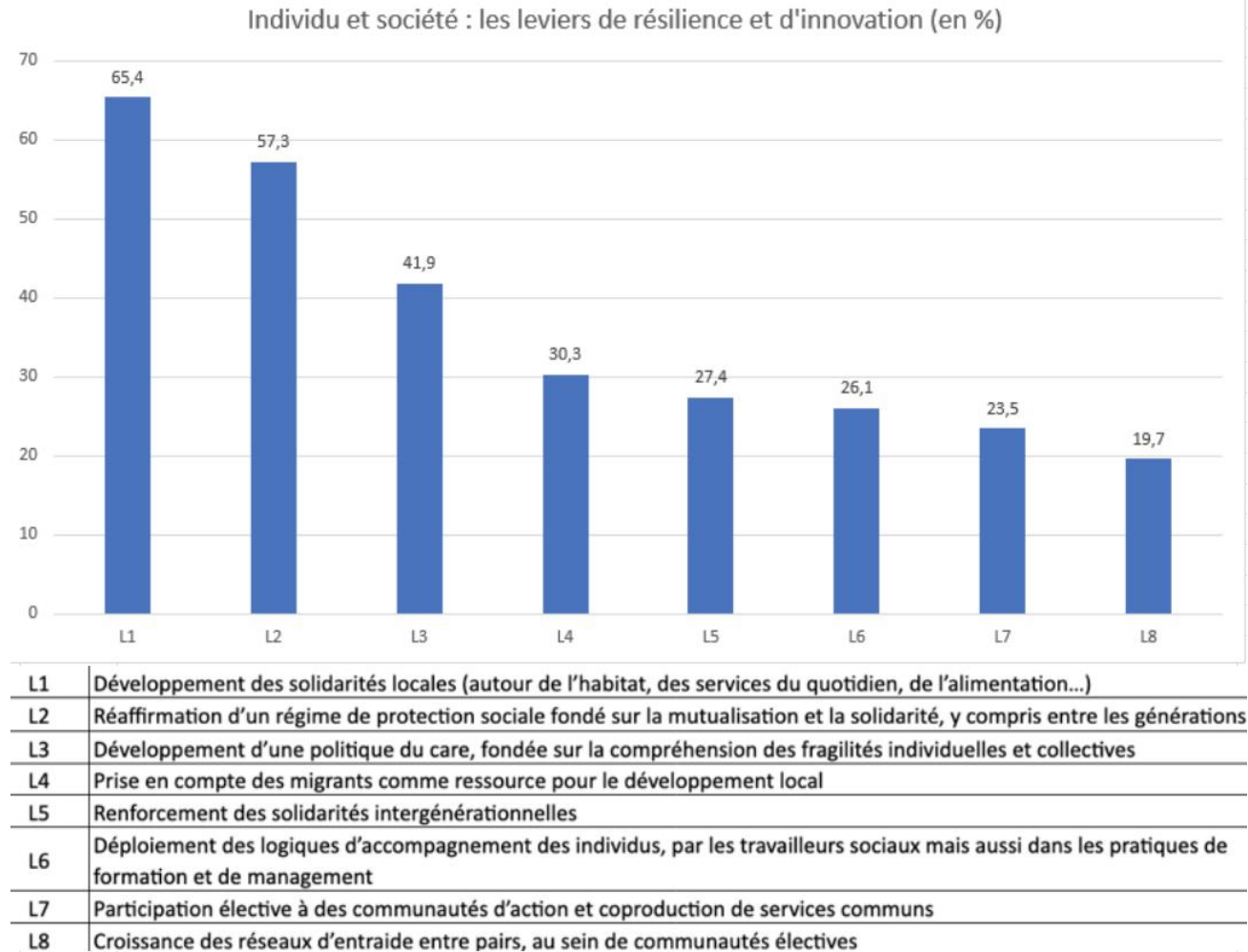
L'autre principal danger identifié est le déclin des corps intermédiaires et des institutions. Cela renforcerait l'isolement des individus, tout particulièrement les plus vulnérables.

Individu et société : les facteurs de risque et de tension (en %)



## Principales tendances – individu et société

Il apparaît nécessaire de re-développer les solidarités, qu'elles soient locales (65%) ou nationales (protection sociale). La solidarité est le principal levier de résilience identifié.

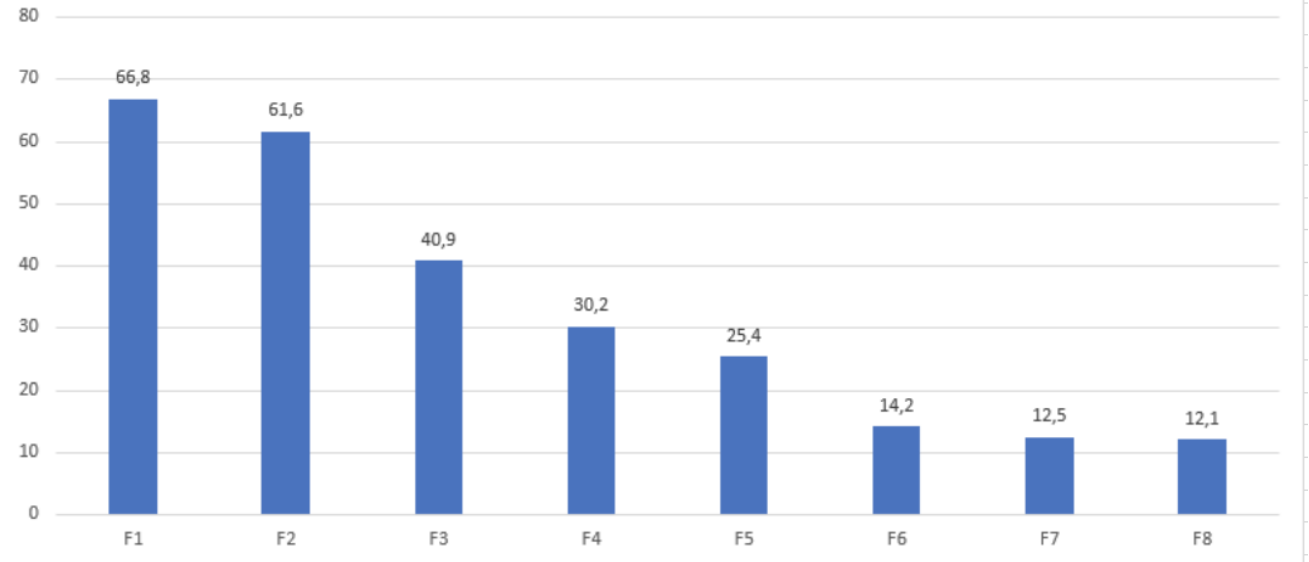


## Principales tendances – économie

La récession économique mondiale risque d'augmenter massivement la pauvreté et les inégalités entre les pays (66%).

Pour relancer l'économie et créer les conditions d'un retour de la croissance économique, les Etats pourraient être tentés d'investir massivement dans des activités productives, notamment les plus polluantes, au détriment du champ social.

Economie : les facteurs de risque et de tension (en %)

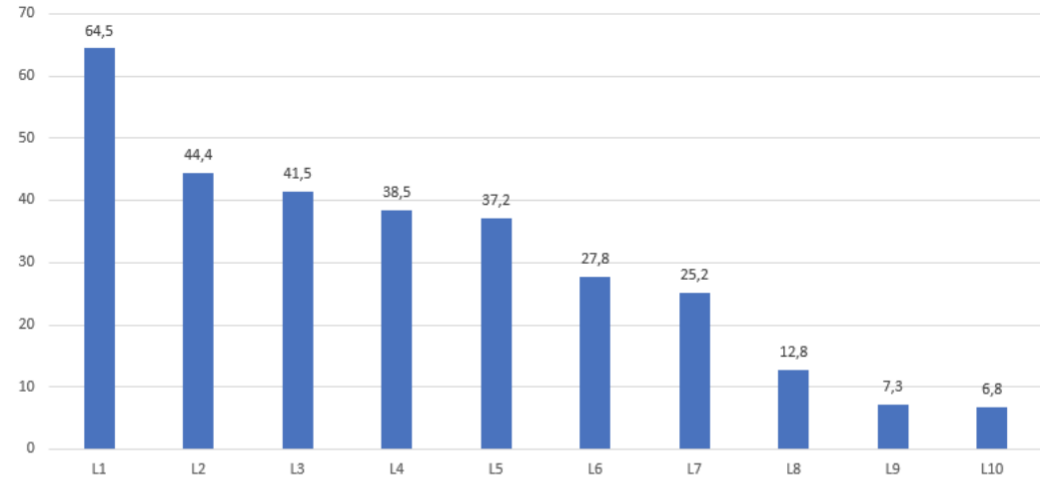


F1	Augmentation massive de la pauvreté et des inégalités entre pays, entraînée par la récession économique mondiale
F2	Concentration de l'investissement sur les activités productives, notamment celles très polluantes, aux dépens du champ social
F3	Nouvelle crise de la dette publique entraînant un effondrement financier de l'Etat-providence
F4	Risques liés au télétravail (réduction des liens sociaux, risques psychosociaux...)
F5	Choix d'une relance industrielle en suivant un modèle dirigiste et protectionniste.
F6	La relocalisation industrielle s'accompagne d'une accélération de la robotisation.
F7	Développement du travail de plateforme (numérique)
F8	Délocalisation des activités de service à distance

## Principales tendances – économie

Le principal levier de résilience est la reconnaissance du caractère non-marchand de certains biens et services. Cela signifie que la santé ou bien encore l'éducation doivent rester en dehors des mécanismes de marché.

Economie : les leviers de résilience et d'innovation (en %)

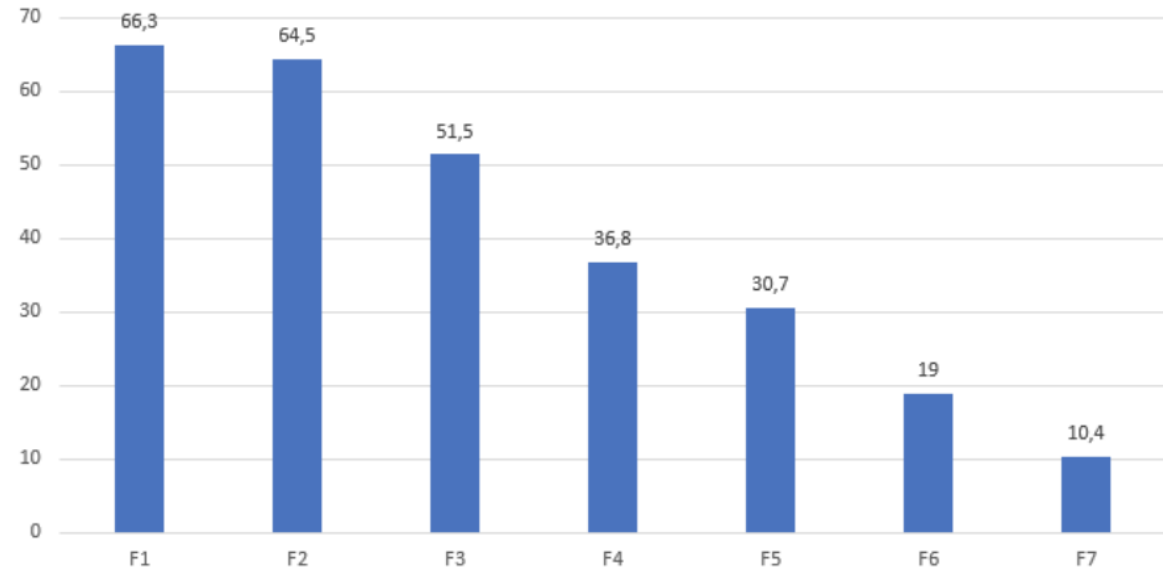


L1	Réaffirmation du caractère non-marchand de certains biens et services (santé, éducation, ...)
L2	Montée en puissance de l'ESS et de l'innovation sociale comme moteur de l'économie
L3	Instauration du revenu universel qui constitue un levier de reconnaissance des activités utiles à la société (comme l'engagement bénévole), ainsi qu'un filet de sécurité face aux aléas de la vie
L4	Reconnaissance du cycle de la valeur écologique et sociale.
L5	Prise en compte de la valeur en tenant compte de l'inscription des activités dans leur écosystème et de l'ensemble des impacts qu'elles y génèrent
L6	Application effective des directives européennes en faveur de l'économie circulaire (réemploi, réparation, lutte contre l'obsolescence programmée)
L7	Transformations de l'organisation du travail : télétravail, autre rapport au temps...
L8	Reconnaissance du rôle pionnier des acteurs de l'ESS dans le déploiement de l'économie circulaire
L9	Reconnaissance de l'entraide par le code civil
L10	Développement de la sociabilité et de l'associativité numérique.

## Principales tendances – environnement

En raison du dérèglement climatique, il y a un risque important d'une augmentation des réfugiés climatiques, d'une réduction massive de la biodiversité et d'une hausse des tensions entre les Etats.

Environnement : les facteurs de risque et de tension (en %)



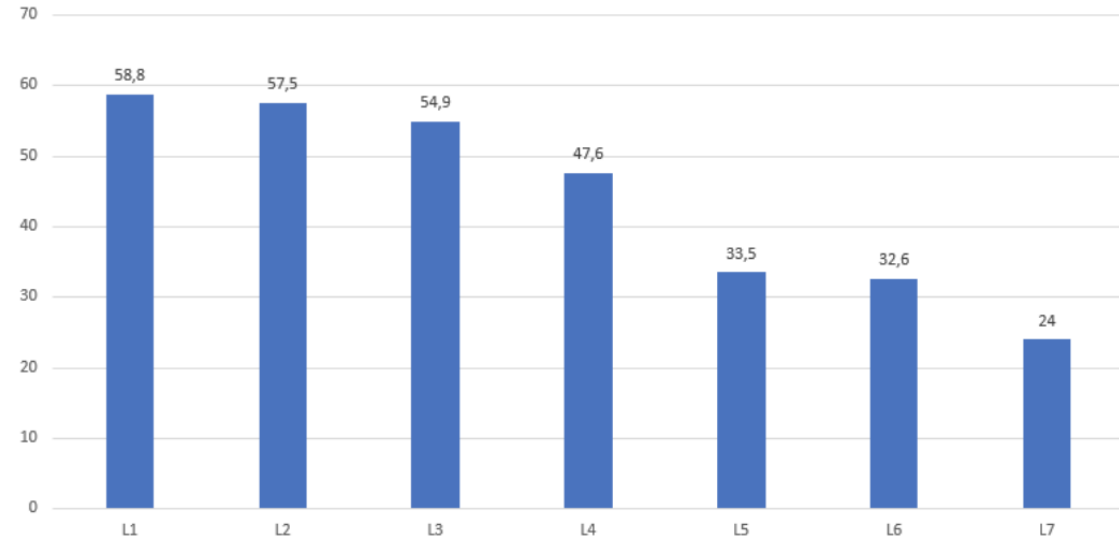
F1	Augmentation des réfugiés climatiques
F2	Réduction massive de la biodiversité
F3	Raréfaction des ressources naturelles augmentant les tensions entre Etats
F4	Hausse du nombre d'épidémies
F5	Guerre froide du climat entre "transitionnistes" et climatosceptiques
F6	Déstabilisation du marché mondial de l'énergie
F7	Tensions sur le foncier

## Principales tendances – environnement

Plusieurs leviers de résilience pour l'environnement sont envisagés tels que l'adoption de nouveaux indicateurs de richesse qui prennent en compte les impacts sociaux et environnementaux des activités.

Il apparaît également être nécessaire de modifier les façons de produire, de se déplacer et de consommer. A titre d'exemple, le développement d'une agriculture durable fondée sur les circuits courts.

Environnement : les leviers de résilience et d'innovation (en %)



L1	Adoption de nouveaux indicateurs de mesures de la richesse, tenant compte des impacts sociaux et environnementaux des activités
L2	Développement des alternatives citoyennes contribuant à transformer nos façons de produire, de se déplacer et de consommer
L3	Transition vers une agriculture durable et davantage fondée sur les circuits courts
L4	Mise en avant d'un modèle de développement fondé sur une autre dynamique que la croissance
L5	Transformation des modèles de production pour réduire massivement les impacts environnementaux négatifs
L6	Valorisation de la sobriété
L7	Investissements massifs des Etats pour la transition vers un mix énergétique durable



# Principales tendances – analyse transversale

- Les répondants ont mis en lumière le risque que les **Etats continuent d'investir massivement dans des activités productives** et délaissent des activités relevant du champ social. Or, ces sous-investissements dans des secteurs pourtant essentiels, tels que la santé, l'éducation ou le social, ont des impacts concrets : une **détérioration des services publics**, voire une fermeture dans des espaces ruraux, pour les usagers.
- Il ressort à plusieurs reprises les risques d'**augmentation des inégalités** (sociale, territoriale, éducative...), de la **pauvreté** et de l'**isolement des personnes les plus fragiles**.
- **Le retour au local** est l'un des principaux leviers de résilience identifiés. Autrement dit, cela signifie que les acteurs produisent, se déplacent et consomment à proximité de chez eux. Concrètement, plusieurs pistes ont été mises en exergue : les circuits courts, les relocalisations d'activité... Cela favorisant les coopérations territoriales et les solidarités locales.
- Les répondants ont souligné à plusieurs reprises la nécessité de **maintenir hors du champ du marché des biens et des services essentiels** tels que la santé, l'éducation, le social. Cela implique de réinvestir dans des services publics de proximité de qualité et de développer des coopérations avec les acteurs locaux non-lucratifs.

## *Partie 3 : Analyse des commentaires libres*

*Identification des principales tendances à partir des commentaires libres*

## Les associations

- La crise actuelle met en lumière **le rôle clef des associations** avec l'importance de leurs actions menées pour **ne laisser personne de côté** et répondre aux besoins sociaux non couverts. Ce sont des **partenaires essentiels des pouvoirs publics**.
- Toutefois, quelques points de tension récurrents sont à mentionner :
  - La fragilité du modèle économique des associations et, pour une partie d'entre elles, leur forte dépendance aux financements publics
  - La question de la gouvernance démocratique (manque d'engagement des bénévoles, notabilisation des administrateurs...)
  - Les difficultés à valoriser leurs activités et leur création de valeur auprès de leurs partenaires notamment financiers
- Les principaux leviers pour pérenniser le fait associatif :
  - Continuer à "**Faire ensemble**" avec les autres acteurs locaux
  - **Valoriser** leur **expertise de terrain**, leurs **actions** et leur **création de valeur**
  - **Pérenniser les modèles économiques** des associations avec une hybridation des ressources accrue
  - Plus globalement, les associations jouent un rôle à jouer dans la **transition écologique et sociale**

Partenaires des pouvoirs publics

Gouvernance

Expertise de terrain

Création de valeur

**Associations**

Faire ensemble

Modèle économique

Financements publics

## La solidarité

- La thématique de la solidarité est centrale pour les répondants et tout particulièrement **le manque de solidarité de notre société à l'égard des personnes les plus fragiles**, telles que les seniors ou bien encore les familles monoparentales.
- Deux principaux champs d'action ont été identifiés : la lutte contre les inégalités et la lutte contre l'exclusion.
  - **La lutte contre les inégalités** implique d'avoir une approche globale face à la multitude d'inégalités qui existent (économique, sociale, territoriale, scolaire, genre, numérique...)
  - **La lutte contre l'exclusion** implique d'agir en priorité sur la problématique de l'isolement social des personnes les plus vulnérables, notamment celles âgées.
- Les principaux leviers pour aller vers une **société plus solidaire** :
  - Assurer une meilleure redistribution des richesses
  - Créer de nouvelles formes de solidarité, avec notamment l'entraide intergénérationnelle
  - Développer les solidarités locales et internationales
  - Pérenniser, amplifier et modéliser les actions solidaires



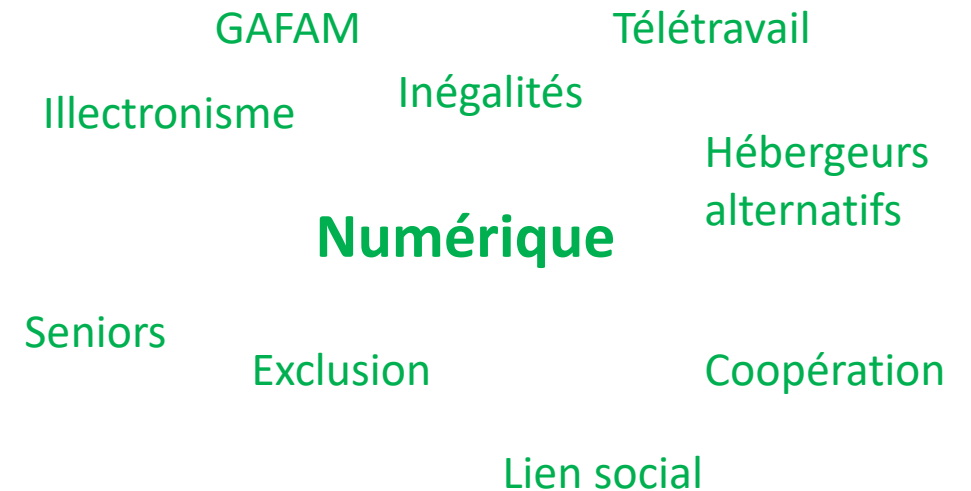
# L'économie

- Le contexte actuel montre avec acuité les **limites d'une approche uniquement basée sur l'économie marchande** :
  - Le modèle de croissance économique actuel apparaît comme non-soutenable
  - Les indicateurs économiques et financiers semblent déconnectés de la réalité
- C'est également l'occasion de souligner les **mutations du monde du travail** :
  - La précarisation des salariés avec des remises en cause (temporaires) du code du travail
  - L'agilité des entreprises avec le développement du télétravail
- Enfin, cela illustre les **liens étroits entre l'économie, l'environnement et le social**.
- Les principaux leviers pour aller vers une **économie plus durable** :
  - Promouvoir les structures de l'économie sociale et solidaire (coopératives, entreprises sociales...), comme alternatives aux entreprises classiques
  - Développer des modèles plus durables qui favorisent le produire et consommer localement, voire même qui promeuvent la décroissance
  - Utiliser de nouveaux indicateurs tels que l'IDH...
  - Sanctuariser et développer les biens communs



## Le numérique

- La crise sanitaire a mis en lumière le fait que le numérique est de plus en plus **incontournable dans nos quotidiens**. Toutefois, cela peut être facteur d'exclusion et laisser des personnes de côté :
  - Tout le monde ne maîtrise pas les outils informatiques et/ou n'y a pas accès
  - Les personnes en situation d'illectronisme sont principalement celles vulnérables (les seniors, les demandeurs d'emploi, les jeunes sans qualification...)
- Le numérique réinterroge également les façons de travailler avec le déploiement du **télétravail** : quel équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée ? Assiste t'on à une remise en cause de l'intimité ?
- Les principaux leviers pour un **numérique plus inclusif et durable**
  - Utiliser le numérique comme un outil facilitateur pour coopérer
  - Créer et maintenir le lien social grâce à l'utilisation du numérique
  - Favoriser l'apparition et l'essaimage d'hébergeurs indépendants constituant des alternatives aux GAFAM
- Plus globalement, la question se pose de savoir quelle place nous voulons donner au numérique dans nos sociétés : passer au tout numérique ? Quelles alternatives ?



## Les territoires

- Le contexte actuel souligne l'importance de **l'action locale**. Elle bénéficie d'un **ancrage** territorial et économique qui est nécessaire pour répondre aux besoins.
- Plusieurs leviers pour des territoires plus résilients :
  - Favoriser le "**Faire Ensemble**" au travers de **coopérations territoriales** pluri-acteurs réunissant associations, pouvoirs publics locaux, communautés locales, citoyens...
  - Créer des **éco-systèmes locaux** propices aux synergies et aux complémentarités
  - Développer des **projets locaux durables** portant sur les thématiques des solidarités locales, de la nature en ville, de l'autonomie alimentaire et de territoires durables.

Complémentarités

Action locale

Solidarités locales

Eco-systèmes

**Territoires**

Faire ensemble

Projets locaux durables

Synergies

Coopérations territoriales

## Les services publics

- La crise sanitaire montre les **effets du désengagement de l'Etat** sur la **qualité** et l'**accessibilité des services publics** tels que la santé, l'éducation ou bien encore la culture. Or, cela se fait au détriment des personnes les plus vulnérables, renforce les **inégalités** et crée une **société à plusieurs vitesses**.
- Plusieurs leviers pour des services publics plus inclusifs :
  - Investir dans l'éducation, notamment dans la formation professionnelle des jeunes en situation de décrochage scolaire pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle
  - Investir dans un système de santé performant et public, développer la médecine préventive et faciliter le vieillir à domicile
  - Investir dans les structures et les acteurs culturels pour leur permettre de perdurer





## La démocratie

- La crise sanitaire met en exergue la **défiance croissante des citoyens** à l'égard de leurs représentants. Cela peut s'expliquer par une **crise de la légitimité** des décideurs politiques, d'un **manque de transparence** dans la gestion des affaires publiques et d'un **déficit démocratique**.
- Plusieurs leviers pour une société plus démocratique :
  - Améliorer la représentativité des élus
  - Associer les citoyens à la prise de décision politique sous la forme d'une démocratie plus participative
  - Favoriser une approche contributive des politiques publiques en associant les décideurs politiques, les experts (juristes, scientifiques...) et les citoyens
  - Sanctuariser et développer les biens communs



## Les principales tendances des commentaires

- **Ne laisser personne de côté** implique d'investir dans des **services publics** (santé, éducation, culture...) de qualité et accessible à tous, ainsi que de soutenir les **actions solidaires** portées par les acteurs locaux (comme la médiation numérique).
- **Une économie plus durable** apparaît nécessaire pour faire face aux enjeux actuels. Cela ayant pour conséquence de questionner le modèle de croissance et d'entraîner une **reterritorialisation des activités**. Les **coopérations territoriales** constituent un mode d'action collectif pertinent pour revitaliser les territoires et faciliter ainsi leur **résilience**. A cet égard, les **associations** ont un rôle charnière et peuvent y contribuer en s'appuyant sur leur expertise de terrain.
- Une **démocratie plus contributive** semble être nécessaire afin de créer des politiques publiques qui relèvent les défis posés par la transition écologique et sociale.